

DEBATE - DÉBAT

Les commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale : réflexion à mi-terme

Introduction

Catherine Lanneau

Co-rédactrice en chef *BTNG/RBHC*

Depuis 2014, la Belgique, comme de nombreux autres pays dans le monde, est entrée dans une longue période commémorative, celle du centenaire de la Première Guerre mondiale. Dans la *Revue belge d'Histoire contemporaine*, en 2012 (XLII, 4), la rubrique "Débat" avait déjà envisagé un certain nombre de questions liées aux pratiques commémoratives, à leurs conceptions différenciées entre la Flandre et la Fédération Wallonie-Bruxelles, aux rapports entre histoire et mémoire mais aussi entre historiens et "demande sociale". Introduit par Chantal Kesteloot, le dossier avait donné la parole à Sophie De Schaepdrijver, Laurence van Ypersele et Nico Wouters. Depuis lors, les grandes cérémonies internationales d'août 2014 ont ouvert le ban des célébrations du souvenir et les colloques, les publications et les expositions se sont multipliés. Histoire académique, histoire publique et manifestations mémorielles contribuent, chacune à leur manière, à maintenir la Grande Guerre en bonne place dans l'agenda historiographique. En témoignent notamment les expositions historiques montées, en 2014-2015, à Bruxelles ("14-18, c'est notre histoire !") et à Liège ("J'avais 20 ans en 1914" et "Liège dans la tourmente") mais également

le colloque international *War and Fatherland. Nations, Identities and the First World War*, organisé en octobre 2015 par le CegeSoma, avec le soutien de diverses universités et institutions scientifiques belges.

À la croisée de ces dynamiques, la *RBHC* propose, à mi-terme du processus commémoratif 14-18, de prendre le temps de la réflexion et de porter un regard critique – rétrospectif et prospectif – sur le phénomène commémoratif d'une part, et sur les nouveaux champs de recherche et de diffusion du savoir concernant la Première Guerre mondiale, de l'autre. Les trois textes proposés ci-après s'inscrivent bien davantage dans une logique de complémentarité que dans une perspective de discussion contradictoire. Ils reflètent en outre les points de vue de deux générations d'historiens, celle des *senior researchers* et celle des doctorants, et rassemblent des auteurs issus des deux grandes communautés linguistiques. Ce faisant, la *RBHC* s'emploie à jouer son rôle de forum et de lieu d'échange en histoire contemporaine de la Belgique.

Intitulé *Pour une analyse du phénomène commémoratif*, le premier texte est signé à quatre mains par Chantal Kesteloot et Laurence van Ypersele. Docteure en histoire de l'ULB, aujourd'hui responsable du secteur Histoire publique au CegeSoma, Chantal Kesteloot est à la fois productrice d'ouvrages de vulgarisation et analyste du phénomène commémoratif et mémoriel. Elle a notamment publié, avec Mélanie Bost, un *Courrier hebdomadaire* du CRISP sur *Les commémorations de la Première Guerre mondiale* (n° 2235-2236, 2014). Professeur ordinaire à l'UCL, Laurence van Ypersele est spé-

cialiste de la Première Guerre mondiale et de ses commémorations. Elle préside le groupe de pilotage “Commémorer 14-18 en Belgique francophone” mis en place par les gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française.

Le texte proposé par les deux historiennes souligne d’abord l’évolution du phénomène commémoratif, depuis le tournant qu’a représenté le bicentenaire de la Révolution française jusqu’au cas d’école que constitue le centenaire de la Grande Guerre en passant par la question de la “concurrence mémorielle”, qui peut être essentiellement lue comme celle des victimes. Désormais “événement total”, porteur de valeurs et d’ambitions prospectives, la commémoration est un défi pour l’historien qui doit se forger les outils d’analyse et d’interprétation nécessaires. C’est bien là l’ambition des auteures qui, dans le cadre d’un projet européen COST, mènent une réflexion méthodologique avec des psychologues sociaux tendant à produire une grille de lecture et d’analyse interdisciplinaire du phénomène commémoratif. Présentée sous forme de tableau, cette grille s’articule autour de trois axes : les préparatifs (quels sont les moteurs de l’événement et leurs liens aux pouvoirs publics ? s’inscrivent-ils dans une logique de négociation ou de concurrence ? quels sont les moyens mobilisés et le plan d’action ?); le moment commémoratif, de plus en plus scénarisé (quels sont les divers acteurs, y compris commerciaux ? que dire du poids de l’émotion, du rôle des rituels, du degré de mobilisation populaire ?); les résultats, si difficiles à mesurer (quelles sont les conséquences d’une commémoration sur la cohésion sociale et les représentations du passé ? quelles sont les retombées

touristiques et celles pour la connaissance historique générale ?). Tout à la fois témoins et actrices d’un processus en cours, Chantal Kesteloot et Laurence van Ypersele nourrissent leur propos d’exemples éclairants et prennent date pour l’avenir.

Le second texte est l’œuvre de jeunes historiens plongés dans un parcours doctoral. À partir de leurs expériences propres, ces trois chercheurs se veulent les porte-paroles d’une génération, celle du renouveau des études et des projets sur la Grande Guerre en contexte commémoratif. C’est à ce titre qu’ils sont intervenus, en 2015, dans le cadre du colloque *War and Fatherland* pour tirer les conclusions d’une *poster session* ayant permis à de nombreux doctorants de présenter leurs recherches et de communiquer avec le monde scientifique et le public présent. Sous la direction d’Antoon Vrints (*UGent*) et Nico Wouters (*CegeSoma*), Jan Naert mène une recherche comparée sur les élites locales en Belgique et en France occupées (*Burgemeesters en legitimiteit tijdens de Eerste Wereldoorlog. De burgemeester als voeder, hoeder en vertegenwoordiger in bezet en bevrijd België en Frankrijk, 1914-1921*). Il bénéficie, pour la période 2013-2017, d’un financement du FWO. Diplômé de l’UCL et de l’Université du Kent, Florent Verfaillie prépare, quant à lui, une thèse de doctorat sur *L’impact social de la Première Guerre mondiale : “résistants” et “collaborateurs”*, sous la co-direction de Nico Wouters (*CegeSoma*) et de Bruno De Wever (*UGent*), dans le cadre du projet de recherche *Belpo-Brain* (2013-2017) *“The Great War from Below. Mobility and Cultural Dynamics in Belgium (1900-1930) (GWB)”*. Enfin, Karla Vanraepenbusch, diplômée de la *VUB* et de

l'Université de Neuchâtel, est doctorante au sein d'un autre projet Belspo-Brain (2013-2017), "Reconnaissance et ressentiment : expériences et mémoire de la Grande Guerre en Belgique (MEMEX WWI)". Sa thèse, co-dirigée par Chantal Kesteloot (CegeSoma) et Laurence van Ypersele (UCL), porte sur *Les traces mémorielles de la Grande Guerre dans les villes d'Anvers et de Liège*.

La contribution rédigée par ces trois doctorants se déploie dans deux directions : une typologie des projets de thèses liés à la Première Guerre mondiale et une réflexion sur la valorisation de ces recherches en histoire publique. Dans un premier temps, les auteurs quantifient l'essor fulgurant des doctorats concernant la Grande Guerre : trente-quatre thèses initiées dans le contexte commémoratif du centenaire (la liste est fournie en fin d'article) contre vingt-quatre au cours des trente années précédentes. Ils épinglent l'importance du *cultural turn* intervenu dans les années 1990 mais également le volontarisme des pouvoirs publics en matière de financement de projets scientifiques, sans pour autant occulter les risques ou les dérives liés notamment à la précipitation et au manque de maturation de certains projets. Suivant la classification de Jay Winter et Antoine Prost, les auteurs élaborent ensuite une typologie des thèses en trois grandes catégories, parfois poreuses : les approches politico-militaires, sociales et culturelles. Concernant le champ de l'histoire culturelle, dominant depuis les années 2000, ils montrent que son déclin apparent doit être relativisé à l'aune de l'interdisciplinarité : si les historiens semblent aujourd'hui moins nombreux sur ce terrain, ils sont relayés par les traducteurs, linguistes et psychologues qui contribuent à le renouveler au plan métho-

dologique. L'histoire sociale est, en revanche, un champ longtemps négligé mais désormais en expansion grâce notamment au projet Belspo "*The Great War from Below*" et aux recherches menées à l'UGent. En matière d'histoire politique et militaire enfin, l'attention se focalise sur la vie politique quotidienne en territoire occupé, sur la question du droit international – en ce compris l'expérience coloniale – et sur les interactions entre armée et société. Aux yeux des auteurs, si les projets de thèses réellement globaux ou transnationaux demeurent minoritaires, la nouvelle génération de chercheurs est bien, dans son parcours, ses réseaux et ses méthodes, une génération transnationale, capable en outre d'insérer la Grande Guerre dans un cadre chronologique plus large.

Les "historiens du Centenaire" ont-ils une responsabilité sociale particulière ? Tel est le second volet de la réflexion menée par Jan Naert, Florent Verfaillie et Karla Vanraepenbusch. Revenant sur le débat nourri et récurrent autour du rôle social de l'historien, les auteurs en pointent les limites et les ambiguïtés. Ils s'efforcent ensuite de quitter le terrain de la théorie pour s'interroger sur les possibles modalités d'action : comment l'historien peut-il contribuer à une meilleure diffusion des connaissances au sein de la société sans rien abandonner de sa rigueur scientifique et de son indépendance critique ? Pour les trois doctorants, le secteur de l'histoire publique, en pleine expansion, permet une réelle professionnalisation de l'historien en la matière et constitue un point de rencontre bienvenu entre les chercheurs académiques et la "société civile". À leurs yeux, le centenaire de la Grande Guerre offre une excellente occasion de mieux articuler re-

cherche scientifique fondamentale et large diffusion des nouveaux savoirs, pour autant que certaines conditions soient réunies : une politique à long terme visant à stimuler cette diffusion (notamment sous la forme d'une "labellisation" scientifique des ouvrages grand public de qualité, reposant sur une évaluation crédible), une meilleure coopération entre chercheurs – toutes disciplines, universités et communautés confondues – pour produire un travail commun et de qualité en histoire publique et un meilleur ancrage des potentialités de valorisation au sein même des projets scientifiques.

Le troisième et dernier texte de notre rubrique "Débat" est rédigé par Sophie De Schaepdrijver, spécialiste belge de la Première Guerre mondiale et personnalité académique au parcours international. Professeur de *modern European history* à la *Pennsylvania State University* après avoir dispensé des cours notamment en France et aux Pays-Bas, elle est actuellement *Visiting Professor* à l'Université du Kent. Auteure de l'ouvrage désormais classique *La Belgique et la Première Guerre mondiale* (2004; d'abord édité en néerlandais en 1997), elle a aussi participé activement à diverses séries documentaires radiodiffusées ou télévisées (*VRT-Canvas*, *RTBF*, *BBC*) et à plusieurs expositions sur la Grande Guerre.

Sans prétendre à l'exhaustivité, sa contribution veut offrir un panorama des nouvelles recherches menées en Belgique sur l'histoire de la Première Guerre mondiale, à partir de certaines réflexions développées durant le colloque *War and Fatherland*. S'interrogeant sur la pertinence et la signification du cadre national à partir du cas belge, elle

en souligne toutes les spécificités : un petit pays densément peuplé et partagé en deux communautés linguistiques; un État neutre, par ailleurs puissance coloniale, fortement impliqué dans le développement du droit international; un pays marqué par les massacres de civils et leur mémoire mais surtout un pays presque totalement occupé, sans "arrière", avec d'évidentes conséquences sur la capacité à mobiliser et à motiver la population, l'armée ou les réfugiés. Sur chacune de ces réalités, des recherches, souvent doctorales, sont en cours ou ont récemment abouti. Plongée, plus que d'autres, dans une "guerre totale", la Belgique a vu ses civils confrontés à des situations dramatiques : membres d'un réseau d'évasion, agents du contre-espionnage allemand, magistrats entrés en résistance ou victimes du travail forcé ont, eux aussi, trouvé leurs historiens. Mais la vie des civils n'est-elle pas avant tout marquée par la satisfaction de besoins matériels ? Le ravitaillement international, l'accès à la nourriture comme source de tensions sociales et politiques ou encore le rôle des multiples organismes d'aide et d'assistance sont ainsi au cœur de plusieurs projets de thèse, tout comme la question de l'économie de guerre. Quant à l'histoire militaire renouvelée, elle n'est pas absente, dans ses aspects logistiques, judiciaires et culturels (l'étude des émotions, le rapport entre une société et son armée). Enfin, la question des réfugiés belges et celle des étrangers en Belgique occupée sont, elles aussi, investiguées. Sophie De Schaepdrijver conclut sur la dimension mémorielle et, plus largement, sur l'héritage laissé par cette guerre. Les monuments aux morts, les cimetières, l'odonymie, la littérature, le cinéma sont autant de supports matériels du souvenir, alors même que les vétérans, souvent mutilés

dans leur chair, demeurent des témoins parfois culpabilisants. Ici aussi, la recherche est en cours.

Oserait-on conclure en disant que la *Revue belge d'Histoire contemporaine* fixe rendez-vous à ses lecteurs en 2018-2019 pour un bilan final de cette intense période commémorative et des multiples débats et recherches qu'elle a suscités ?